



REVUE DE PRESSE
SUD OUEST ET CHARENTE LIBRE
DU 25 OCTOBRE 2014

Pesticides : les médecins ^{so 25 oct 2014} impulsent un débat intense

SOYAUX Témoignages poignants, jeudi soir à l'Espace Matisse, notamment sur « l'omerta du monde agricole cognaçais, principauté qu'il est difficile de faire réagir »

HÉLÈNE RIETSCH
h.rietsch@sudouest.fr

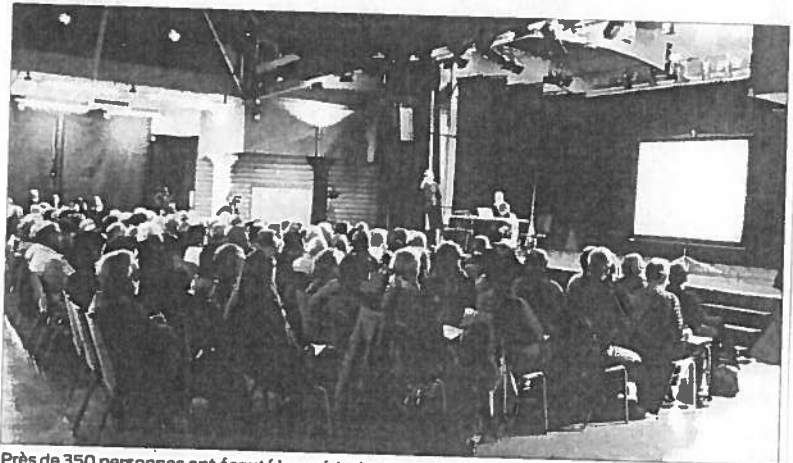
Signe des temps, la conférence-débat organisée par le collectif Vigilance OGM et Charente nature, a fait carton plein jeudi soir, à l'Espace Matisse, durant plus de trois heures. Dans la salle, un public de tous horizons (350 personnes), mais aussi beaucoup d'agriculteurs, venus de toute la Charente et des départements limitrophes, et bien sûr des médecins charentais signataires de l'appel lancé par le collectif de médecins limousins (1), présidé par le docteur Pierre-Michel Périnaud (« Sud Ouest » du 23 octobre).

Tous ont écouté avec une attention quasi-religieuse l'état des lieux très instructif dressé par les docteurs Pierre Michel Périnaud et Joseph Mazé. Il a été longuement question des perturbateurs endocriniens, présents dans les pesticides, mais pas seulement. Distilbène, Chlordane, PCB, les médecins en ont évoqué de nombreux, détaillant leurs effets transgénérationnels et cocktails pervers.

Pas de langue de bois

« Ce qu'on redoute déjà, c'est la dégradation de la reproduction masculine et l'augmentation des cancers organodépendants (sein et prostate). La France est le premier pays au monde pour ces cancers », a pointé, par exemple, le docteur Périnaud.

Pas de langue de bois chez les médecins signataires de l'Appel, 1 400 en France, et pour l'instant 26 en Charente. Pas de langue de bois non



Près de 350 personnes ont écouté les médecins limousins à l'origine d'un appel à « secouer le cocotier des pesticides », jeudi soir à l'Espace Matisse. PHOTO H.R.

plus à l'heure du débat dans la salle. « Vous aurez sans doute remarqué qu'il n'y a pas de médecins cognaçais dans les signataires charentais », a noté Jacky Ferrand, viticulteur jarnacais à la retraite, qui a perdu son fils âgé de 40 ans des suites d'un cancer métastaté, après avoir manipulé pendant vingt ans des produits de traitement de la vigne.

Courageusement, le père de Frédéric Ferrand a évoqué « l'omerta du monde agricole cognaçais, principauté difficile à faire réagir », en mettant le doigt sur la responsabilité partagée des maires. « Nos écoles sont au milieu des vignes. Et parfois certains viennent épandre à 8 heu-

res du matin. Je l'ai signalé à un maire qui m'a répondu : "Il faut savoir qui est arrivé le premier, la vigne ou l'école" ».

Que font les élus

« Mais que font les élus ? » La question posée sans ambages a trouvé rapidement réponse. Et pour cause, Nicole Bonneloy, sénatrice socialiste récemment réélue, avait visiblement travaillé sur cette problématique. Et je regrette que vous disiez qu'il n'y a rien de probant dans la loi de programmation agricole. C'est faux. Les molécules les plus dangereuses ont été retirées du marché. L'agroécologie

a été introduite. C'est vrai aussi qu'il y a encore beaucoup de choses à faire. Sur les maladies professionnelles, j'interviendrai », a promis la sénatrice.

Un discours rassurant qui n'a pas levé les inquiétudes cristallisées notamment autour du « système vicieux » des autorisations de mise sur le marché des pesticides, selon les médecins.

Les témoignages poignants, souvent d'agriculteurs mais aussi de riverains « mortifiés » par les épandages, ont montré s'il en était besoin l'inquiétude ressentie par tous.

(1) www.alerte-medecins-pesticides.fr

Pesticides: le terrifiant constat des médecins

Plus de 300 personnes ont assisté à la conférence sur «Santé et pesticides», jeudi à Soyaux. L'occasion d'un échange constructif entre médecins, agriculteurs et citoyens.

Ismaël KARROUM
i.karroum@charentelibre.fr

«**L**a conclusion, c'est qu'il faut tout changer. Tout le système, du début à la fin. Et que le consommateur prenne aussi conscience de la réalité.» Président de la chambre d'agriculture de la Charente, Xavier Desouche, viticulteur et agriculteur, n'a pas esquivé la conférence-débat sur les pesticides jeudi soir, à Soyaux. Une conférence qui a fait le plein: 300 personnes se sont déplacées pour écouter les docteurs Pierre-Mi-

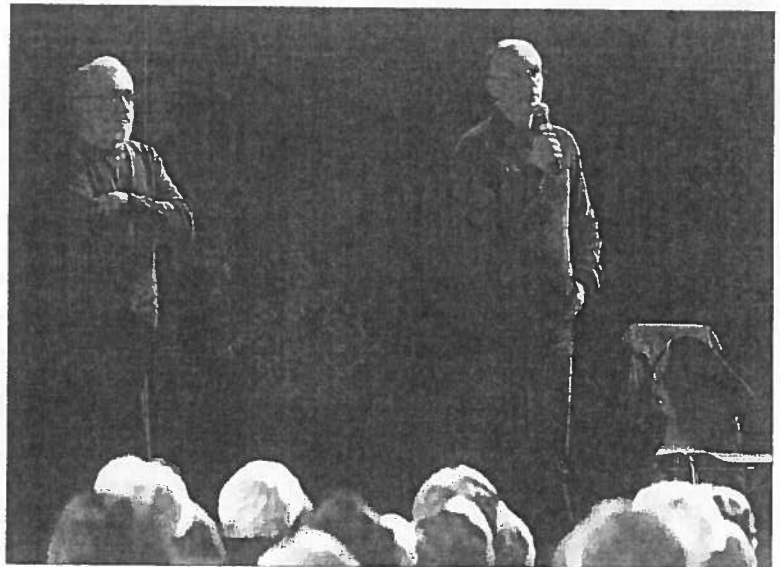
l'appel national des médecins contre les pesticides.

Une soirée passionnante, parfois terrifiante, mais qui aura permis de créer un lien entre citoyens interpellés par cette problématique et agriculteurs. Car ils étaient plusieurs, professionnels de la terre, à avoir pris place dans l'espace Matisse. Sur la réserve au départ, un brin agressés à un moment, se sentant montrés du doigt, relégués au rang de «pollueurs». «Alors que notre métier, c'est de nourrir les gens et j'en suis fier», a tenu à rappeler Christian Dagnaud, agriculteur conventionnel.

Des tests qui prêtent à caution

Il a répliqué: «Vous nous accusez pour les pesticides! Mais vous ne parlez jamais des médicaments toxiques que vous prescrivez aux gens.» La salle n'a guère apprécié. Mais la diplomatie de Pierre-Michel Périnaud a permis de tendre un pont entre les deux camps: «Vous avez raison. Ce ne sont pas les agriculteurs que nous accusons. C'est la chimie. Toute la chimie. Au même titre qu'elle manipule la médecine, elle manipule l'agriculture.» La main tendue a été reçue en partie.

Xavier Desouches: «Ce que disent ces médecins sur les autorisations de mise sur le marché, c'est terrifiant et anormal. Il faut tout revoir.» Terrifiant. Le terme n'est pas galvaudé. Leucémies, Parkinson, gliomes, tumeurs cérébrales, infertilité, malformations, cancers



C'est un sombre paysage qu'on décrit les docteurs Mazet et Périnaud, jeudi soir, devant 300 personnes.

Photo Majid Bouzitt

«**C**e système, ce n'est pas normal. Ce devrait être aux pouvoirs publics de faire les tests de toxicité.»

chel Périnaud et Michel Mazet faire un état des lieux de la recherche sur «Santé et pesticides, santé et perturbateurs endocriniens», à l'invitation du comité vigilance OGM et pesticides. Pas la peine de se voiler la face: c'est un paysage noir, très noir, sur une problématique aiguë en Charente, qu'ont brossé les deux professionnels de santé à l'origine de

de la prostate. Les études sont là, montrent les dangers pour les agriculteurs, leurs salariés, les riverains, les enfants. Au-delà du lien maladie et pesticides, les deux médecins ont surtout montré la perversité d'un système qui laisse aux firmes de l'agrochimie le soin de réaliser elles-mêmes les études de toxicité de leurs produits pour obtenir des autorisations de mise sur le marché. Auprès des labos de leur choix, qu'elles rémunèrent elles-mêmes. Les agences sanitaires n'ont plus qu'à valider. Et pas question de contre-expertise: les études et leurs résultats sont classés «secret industriel».

Xavier Desouches: «Ce système, ce n'est pas normal. Ce devrait

être aux pouvoirs publics de faire les tests de toxicité.» Ce qui semble très logique. Sauf dans un monde qui brasse des milliards, où les firmes peuvent financer des études qui disent exactement le contraire des études scientifiques financées sur fonds publics, histoire de noyer le zozo dans le glyphosate. «Le glyphosate d'ailleurs, il y a trente ans, on nous disait qu'on pouvait le boire au verre et qu'il était biodégradable à 99%. Aujourd'hui, on sait que c'est faux», dénonce Xavier Desouches.

C'est faux, c'est dangereux. Mais combien de victimes? Combien d'enfants malades? Combien de molécules sur le marché alors

qu'elles sont bien classées CMR, c'est-à-dire «Cancérogènes, mutagènes et reprotoxiques»? Derrière les chiffres, il y a des hommes, des femmes. C'est ce qu'a aussi rappelé la soirée de jeudi.

Avec le témoignage, la gorge nouée, de Didier Sardin, dont le fils, mécanicien agricole intoxiqué à Montembœuf, est mort en août 2013. Celui de Jacky Ferrand, dont le fils de Gondeville est aussi mort, laissant deux orphelins derrière lui. Celui de cette Charentaise aussi, désormais veuve et mère de trois enfants, qui a pris la parole en fin de soirée et dont le mari, agriculteur, est mort en mars. Elle est la, aussi, surtout, la réalité.

Écotaxe et réforme territoriale au menu des élus du département

CL 25 oct 2014

Richard TALLET
rtallet@charenteinfo.fr

Sur le papier, la séance plénière du conseil général s'annonçait monotone. Des décisions modificatives en veux-tu en voilà. Des chiffres, des plus par-ci, des moins par-là, bref, de la cuisine interne peu appétissante. Mais avant même d'entamer le menu, Michel Boutant, en préambule de la session hier matin, a lu une longue tirade défendant son institution.

Sur fond de réforme territoriale et de refonte totale de l'assemblée départementale, il s'est posé en défenseur du département. «Ce qui compte c'est le territoire.» Rappelant au passage que «de contexte national n'aide pas à assurer les missions». La baisse de la dotation globale de fonctionnement annoncée mettant en péril l'équilibre d'un budget fragile.

À ce bel éloge, François Bonneau, porte-parole de l'opposition, répond «charcutage électoral, réforme inachevée». «Il est inouï d'avancer vers des élections avec autant d'incertitudes.» Et comme il a la parole, il interroge le président sur la disparition de l'écotaxe. «Comment on finance les routes alors que 20 millions d'euros ont été retirés du budget

prévu. Quel recours?» Sans lâcher le micro, il enchaîne avec le TGV, qu'un rapport de la Cour des comptes épingle. «On nous dit que beaucoup de villes ne devraient plus être desservies.» S'interrogeant également sur l'électrification de la voie entre Angoulême et Royan. «Justement, le rapport va dans ce sens», défend Michel Boutant. Quant à l'écotaxe, «je soumettrai quelque chose au Premier ministre», dit-il. L'assemblée a d'ailleurs voté à l'unanimité une motion demandant «avec gravité et fermeté le respect à minima des engagements de l'État».

François Bonneau joue les Monsieur Plus

An cours de la session, François Bonneau n'a eu de cesse de «déplorer le manque d'investissements». Pour les collèges dont le budget d'investissement a pourtant été augmenté de 75 000 euros. Refus de vote aussi sur la délibération n°9 concernant le plan de résorption des zones d'ombre internet haut débit et des zones blanches mobiles. «On ne votera pas à cause de l'insuffisance des services d'Alsatis et du manque de pression sur les opérateurs de téléphonie pour

réduire les inégalités.» Et Jérôme Sourisseau d'enchaîner, toujours concernant Alsatis: «Le bilan est catastrophique.»

Michel Boutant répond que pour la téléphonie mobile, les 404 communes du département vont être sollicitées pour faire une carte précise des zones blanches. Pour le haut débit, le président envisage la création d'un syndicat mixte afin d'accélérer la résorption des zones d'ombre.

Le sujet du haut débit ressurgit au moment de la discussion sur le plan climat qu'a adopté le conseil général. «Indispensable pour favoriser le télétravail. Et quand on voit que le Département n'envisage que 40 agents en télétravail en 2020, ce n'est pas très fort par rapport au nombre de salariés du conseil général.»

À l'affût de toutes les occasions, il a saisi la délibération n°15 sur les rapports d'activité des principaux partenaires du Département pour évoquer le dossier Magelis. «Pourquoi n'avoir pas réagi aux intentions de la Région de quitter Magelis. Quel est votre avis sur ce sujet?» «On n'a pas à rougir des résultats de Magelis. Et lundi, il y a une réunion avec tous les financeurs pour faire le point et débattre en direct avec chacun», répond le président.

Suspension de l'écotaxe : la motion unanime des élus

so 25 oct 2014

CONSEIL GÉNÉRAL Les conseillers charentais mettent l'État face à ses responsabilités

«Belle unanimité» sur l'écotaxe, s'est réjoui Michel Boutant, président du Conseil général, lors de la séance plénière consacrée hier à l'examen de décisions modificatives «sans surprises particulières».

Selon les chiffres du ministère de l'Écologie, le péage de transit des poids lourds devait dégager une recette brute en année estimée à 600 millions d'euros, dont plusieurs millions à la disposition des collectivités locales. Pas étonnant dans ces conditions que la «suspension sine die du dispositif de l'écotaxe, annoncée le 9 octobre, fasse réagir les conseillers généraux charentais. D'autant que plane le spectre de la

rupture ruineuse du contrat avec Écomouv'.

«Comment financerons-nous les travaux sur nos routes? 20 millions d'euros seraient retirés du budget prévu. Une somme dont nous avons grand besoin qui fuit la Charente. Qu'allez-vous faire?», a interrogé d'emblée François Bonneau, chef de file de l'opposition, conseiller général de Rouillac.

«Avec gravité et fermeté»

L'occasion pour Michel Boutant de sortir de sa manche une motion pour demander «avec gravité et fermeté le respect à minima des engagements de l'État figurant au protocole du 3 avril 2014 conclu avec la Région et les quatre départements». Il est question «des lourdes conséquences de ce recul pour la Charente». Un recul qui menace «les ni-
veaux d'investissements à consentir

par l'État pour achever la modernisation des RN 10 et 141 et qui prive le budget départemental d'une recette substantielle attendue de la contribution à l'écotaxe du trafic empruntant la D 951». Une motion approuvée à l'unanimité finalement, après une précision sémantique réclamée par l'opposition. Tous les élus ont déploré la suspension et le report qui a précédé, à l'automne 2013, «sous la pression de revendications territoriales suivies d'actes irresponsables», et non pas «sous la pression de revendications territoriales irresponsables». Nuance.

À quelques semaines de la présentation du budget 2015, Michel Boutant a profité de cette séance plénière pour mettre l'accent sur «les dépenses sociales, une part majeure de notre budget (274 millions sur 450)». Un recul qui menace «à

hasard», mais «une action concertée en faveur de l'insertion, de l'emploi, de l'autonomie des personnes âgées et handicapées, du logement».

Hausse du chômage

À Jean Gombert (DVD), conseiller général de Cognac-Sud, qui plaidait la cause de l'Aserc, Michel Boutant a répondu par une «nécessaire réflexion collective». D'autres associations, confrontées à la précarité et la progression du chômage, sont fragilisées dans un contexte où «le nombre de foyers bénéficiaires du RSA (Revenu de solidarité active) augmente en Charente». «En douze mois, de septembre 2013 à 2014, le nombre de bénéficiaires du RSA a progressé de 3,1%. Une précarité qui génère des besoins d'aide en urgence», a souligné Patrick Berthault, Saint-de-Boixe (PCF).

H. R.



Michel Boutant «fler» de la compétence sociale.

PHOTO TIFFANY ARKHAUD

Cognac: les bons légumes de l'Ésat font recette

- L'établissement et service d'aide par le travail pour personnes handicapées a ouvert un point de vente à Crouin
- De légumes bio produits dans son atelier de maraîchage
- Une activité florissante.



La boutique propose un large choix de légumes de saison. On se sert sur les étais à la bonne franquette.

Photos G. B.

Gilles BLOLLEY
g.bloley@charentelibre.fr

Des carottes, quelques tomates, des poivrons, des navets et un peu d'échalotes, le tout pour «5,27€ exactement», précise tout sourire Emmanuelle Ferré. «Qui dit mieux ? Pas les supermarchés, je n'y vais plus d'ailleurs depuis que l'espace est ouvert, ajoute cette fidèle cliente. Ici c'est frais, non calibré, ça a du goût et ce n'est pas cher.» «On sait où va l'argent aussi, c'est important. Acheter ici, c'est donner en plus, un coup de pouce à l'établissement et à ses salariés surtout», enchérit un couple de Cognacais qui inaugure ses premières emplettes et promet d'y revenir. Bienvenue au nouvel espace de vente directe de l'Ésat, l'établissement et service d'aide par le travail de Châteaubernard, structure réservée aux personnes en situation de handicap en mesure de fournir un travail (1). Un petit étal en bord de rue, au 107, rue de Crouin, à Cognac.

Plein de bons légumes certifiés bio. Et cultivés sur une parcelle voisine de 2 hectares et demi par une dizaine de pensionnaires volontaires de l'établissement. On s'y sert à la bonne franquette, on règle sans douleur pour son porte-monnaie.

Et on discute au demeurant avec l'équipe si on a un peu de temps. «Même si c'est succinct, ça fait toujours plaisir. C'est important que le contact s'établisse entre nos salariés et les clients. C'est souvent le cas en général, c'est plaisant. Certains clients demandent même parfois à visiter notre parcelle», note avec plaisir Nora Bouzouagh, sa responsable.

Biocoop et l'Aserc pour clients

Ouvert depuis le début de l'été tous les mardis et jeudis, de 9h30 à 12h30, cet espace est le fruit de l'atelier maraîchage biologique de l'Ésat. Un atelier à la sante florissante qui a germé dans la tête des

»
On sait où va l'argent, c'est important. Acheter ici, c'est donner en plus un coup de pouce à l'établissement et à ses salariés.

responsables de l'établissement il y a trois ans, contraints alors de diversifier les activités de la structure afin d'assurer sa pérennité (lire encadré ci-dessous). Il a pris son envol en 2012 grâce à l'appui d'Henri Gagey, un maraîcher cognacais à la retraite, lequel a fourni le terrain à cultiver, moyennant une faible location. «Dès lors, on a commencé à produire gentiment, puis à ouvrir dans la foulée une première boutique sur notre site de Châteaubernard (2), raconte sa directrice Nathalie Denier-Quesney. Ensuite, ça a pris de l'ampleur. On fournit aujourd'hui des grossistes

et le magasin Biocoop notamment depuis que l'atelier a obtenu le label bio en début d'année. On est très satisfait». Des clients fidèles rejoints depuis peu par l'Association socio-éducative de la région de Cognac (Aserc) qui vient de signer un partenariat avec l'Ésat pour la fourniture de paniers de légumes à ses bénéficiaires.

«On n'arrête pas, du boulot y'en a c'est sûr», sourit Lionel Bibaud, l'un des tout premiers volontaires à avoir intégré l'atelier. «C'est dur parfois, par mauvais temps surtout, mais c'est quand même plus plaisant de travailler au grand air, de sortir de l'Ésat et de voir des gens», confirme-t-il, affairé à ravitailler l'étal de Crouin. «C'est tout l'intérêt pour eux de cette activité très complète. Ils plantent, ils voient pousser, ils récoltent et ils vendent aux clients. Il y a un aboutissement et ça crée du lien social», conclut ravie Nora Bouzouagh.

(1) L'Ésat accueille des personnes atteintes de handicap principalement mental, à déficience légère et moyenne

(2) 31, rue des Vauzelles. La boutique est ouverte le vendredi de 14 heures à 18 heures

De la dépendance à l'émancipation

A cheval entre l'établissement éducatif et l'entreprise, l'Ésat (établissement et service d'aide par le travail) tire son financement des subventions de l'agence régionale de Santé (ARS) et de sa propre activité commerciale dont une partie sert à assurer les salaires de ses travailleurs. Jusqu'en 2008-2009, cette activité était principalement axée sur la sous-traitance industrielle, pour les entreprises de cognac notamment. La crise économique de l'époque est venue la mettre à mal, au point de placer alors les ateliers de la structure au point mort et l'ensemble de ses travailleurs handicapés au chômage technique. «Cela nous a poussés à trouver de

nouvelles sources de revenus pour s'émanciper de ces liens avec la sous-traitance, et ne plus mettre en péril notre mission principale d'aide par le travail, explique Nathalie Denier-Quesney. On a donc opté pour des activités indépendantes et réorienté la production vers d'autres secteurs comme l'entretien des espaces verts d'abord, puis le maraîchage». L'Ésat compte aujourd'hui un peu plus de quatre-vingts travailleurs en situation de handicap et vingt encadrants. L'établissement fournit également une prestation de recherche et développement et de production pour une entreprise de bacs d'assainissement non collectifs, les bacs verts.



Cultivés à quelques mètres du point de vente, les légumes sont aussitôt servis aux clients.



Festivals *So 25 oct 2014*
**en difficulté
 et haut débit**

**UN SOUTIEN EXCEPTIONNEL
 À TROIS FESTIVALS**

Un crédit complémentaire de 41 500 euros a été inscrit hier, « soutien exceptionnel » accordé à trois festivals en difficulté. Soit 20 000 € pour Blues Passions, à Cognac et le Festival de Confolens, et enfin, 1 500 € pour la Fête médiévale de Dignac. « Un soutien au regard de l'activité et des retombées économiques qu'engendrent ces festivals », a rappelé Jean-Pierre Denieul, Confolens et la Fête médiévale de Dignac ont été « victimes d'un été pluvieux », et enfin Blues Passions accuse un déficit de 190 000 €, la faute à Lily Allen dont « la tournée a fait flop partout, pas seulement à Cognac. Elle-même a déclaré qu'elle trouvait son dernier disque mauvais », a pointé, sarcastique, Jean-Pierre Denieul.

TENSIONS SUR LE HAUT DÉBIT



François Bonneau, P. I. A.

Le plan de résorption des zones d'ombre Internet haut débit continue de crispier les élus de l'opposition. « Couverture insuffisante », selon François Bonneau. « La volonté politique nous l'avons », a répondu Michel Boutant, confronté aux règles « très libérales des opérateurs ». Sur le haut débit, la création d'un syndicat mixte a été évoquée et l'organisation de réunions avec les présidents de Communautés de communes.

**QUID DE LA PART DE LA RÉGION
 DANS MAGELIS ?**

La volonté de la Région, exprimée par son président, de « sortir » de Magellans a largement été évoquée, malgré l'absence de Dominique Richard qui préside le Pôle Image. Michel Boutant a rappelé l'organisation d'une réunion de tous les financeurs le 27 octobre « pour faire le point seriellement » en « ayant à l'esprit le possible transfert de l'économie à la Région. » Tout en saluant la portée de Magellans, de la formation à la diversification des entreprises de l'Image.

So 25 oct 2014
**« Des repas adaptés
 à tous les clients »**

SOCIAL Un nouveau service de portage de repas à domicile, Saveurea, est proposé à Cognac. L'agence est rue de l'Échassier

DIDIER FAUCARD
 d.faucard@sudouest.fr

Sur le marché de l'aide à domicile, le groupe Assistalliance - auparavant Avenir Services -, dont le siège est situé à Boé, en Lot-et-Garonne, commence à être un poids lourd dans le Sud-Ouest. « Nous avons 16 agences dans sept départements (1) dont deux en Charente, l'une à Cognac et l'autre à Angoulême [ouverte depuis un mois au 1, boulevard de la République, NDLR] où ma responsable est Violette Richard (2) », explique Mélanie Plenet, responsable de la communication.

Jusqu'à présent, la société proposait deux services : Vitadom, qui regroupait les activités de ménage, repassage et de garde d'enfants et Synervie qui concerne l'aide à domicile et l'aide à la personne, notamment pour les personnes âgées ou handicapées. Et voilà qu'Assistalliance ajoute une corde à son arc en lançant Saveurea, un service de portage de repas à domicile, sept jours sur sept. « Cela vient compléter notre offre d'aide à domicile, qui permet de répondre à plusieurs besoins et correspond à une volonté de travailler pour un maintien à domicile des personnes », poursuit Mélanie Plenet.

Des créations d'emplois

Une grille de menus, « de saison » est établie sur une période de cinq semaines, « sur laquelle nous fai-



Le lancement de Saveurea à Cognac, devrait déboucher sur une quinzaine d'emplois. PHOTOD.F.

sons en sorte de ne pas proposer deux fois un plat identique ». Des menus établis en liaison avec des diététiciennes et « adaptable à chaque client. En fonction d'allergies ou de régimes particuliers et même pour de simples raisons de goûts, des substitutions sont possibles », assure la chargée de communication. Les repas sont portés par des auxiliaires de vie, « qui vérifient aussi ce qu'il y a dans le frigo et sont ainsi à même, par exemple, de prévenir la famille ou les proches qu'il y a peut-être un problème si elles constatent que les personnes n'ont pas touché aux repas », appuie encore Mélanie Plenet. Le lien social s'ajoute à l'ours Service.

Le lancement de Saveurea en Charente doit être synonyme de créa-

tion d'emplois, si l'on en croit Assistalliance. « Pour chaque agence, une quinzaine d'emplois devrait être créée, sur ce service propre, dans les mois à venir », confirme Violette Richard. Sachant que le site de Cognac compte déjà, pour les autres activités, 22 salariés et sert 120 clients (60 % dépendance et 40 % de services).

(1) Lot-et-Garonne (Agen, Marmande, Villeneuve-sur-Lot), Dordogne (Périgueux, Bergerac, Sarlat), Gironde (Bordeaux, Coutras), Toulouse, Corrèze (Brive, Tulle).

(2) Mme Richard avait créé Horizon Services, en 2005, à Cognac. Elle s'est associée à Assistalliance, depuis le 1^{er} janvier.

L'agence est située au 33 rue de l'Échassier, de 9 h 30 à 12 h 30, et de 14 h 30 à 17 heures.

Cl 25 oct 2014

**Le centre
 hospitalier**

de Cognac organise une opération de sensibilisation et de prévention « Stop AVC », mercredi 29 octobre de 9h à 12h, à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre les accidents vasculaires cérébraux (AVC). 130 000 personnes sont victimes d'un AVC chaque année et 62 000 personnes en meurent. Il s'agit de la première cause de handicap acquis de l'adulte.

So 25 oct 2014
Le chômage repart à la hausse en septembre

EMPLOI Le nombre de demandeurs d'emploi sans aucune activité augmente de 0,6 % en France et atteint un nouveau record



Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A était de 3,432 millions en septembre. ARCHIVES T. DAVYX

Le chômage repart à la hausse. Au mois de septembre, le nombre de demandeurs d'emploi sans aucune activité (catégorie A) a progressé de 0,6 % par rapport au mois précédent.

La légère baisse observée au mois d'août (-0,3 %) ne s'est donc pas confirmée à la rentrée. Le nombre de demandeurs d'emploi atteint ainsi un nouveau record, avec un total de 3,432 millions d'inscrits à Pôle emploi. La hausse est encore plus nette si l'on prend en compte les demandeurs d'emploi ayant exercé une activité réduite (catégories B et C). Avec ces trois catégories réunies, le chômage progresse de 1 % en septembre et atteint un plus haut historique avec 5,13 millions de personnes sans aucune activité ou ayant seulement exercé une activité réduite en France métropolitaine.

En région, la courbe du chômage, qui ne s'était pas inversée au mois d'août, poursuit sa progression en septembre.

Poitou-Charentes fait mieux

En Aquitaine, le nombre de demandeurs d'emploi sans aucune activité augmente de 0,6 % par rapport au mois précédent (+5,5 % sur un an). Le nombre d'inscrits à Pôle emploi s'établit à 173 870, soit 1 043 de plus qu'au mois d'août. Catégories A, B et C confondues, le chômage augmente de 0,9 % sur un mois et de 7,9 % sur un an (270 077 inscrits).

Dans les Landes (+1,6 % sur un mois), en Lot-et-Garonne (+1,4 %) et dans les Pyrénées-Atlantiques (+1,3 %), la hausse du nombre de demandeurs d'emploi sans aucune activité est plus rapide qu'au niveau na-

tional, contrairement à la Dordogne (+0,7 %) et à la Gironde, où le chiffre reste inchangé. Pour les trois catégories confondues, l'augmentation sur un mois se situe entre +0,6 % pour la Dordogne et +1,6 % dans les Landes.

La dégradation du marché de l'emploi est en revanche moins forte en Poitou-Charentes. Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A augmente de 0,1 % sur un mois (+3,9 % sur un an). Il progresse de 0,5 % sur un mois pour les trois catégories A, B et C (+5,6 % sur un an). Le nombre d'inscrits sans aucune activité diminue en Charente (-0,4 %) et reste stable par rapport au mois précédent en Charente-Maritime. Toutes catégories confondues, la hausse est de 0,4 % en Charente et de 0,2 % en Charente-Maritime.

P.T.

CHÂTEAUBERNARD

So 25 oct 2014

Anne Roumanoff a servi son cocktail jubilatoire

« Anne [Rouge] Manoff ! » est une succession de sketches signée de l'humoriste Anne Roumanoff. Ce spectacle était organisé par le comité des fêtes, avec le soutien de la mairie, samedi dernier, à la salle Jean-Monnet. Anne Roumanoff appuie où ça fait mal et le public en redemande. Les scènes de vie s'enchaînent à l'onctueuse sauce théâtrale pour frapper encore plus juste. Pour les âmes perdues de l'île emploi, une immersion à l'église s'impose, sous la protection de Saint-Paul-Emploi. Pour dire non à la dictature des régimes, quelques slogans à la mode syndicale ne sont pas de trop.

L'humoriste scrute ses contemporains sous tous ses angles avec pertinence : le couple, les enfants, le sexe... tout y passe. Effet déculpabilisant garanti dans l'assistance. Elle excelle dans le décapsulage politique « tous azimuts » et au plus



Anne Roumanoff n'a pas ménagé les hommes politiques, pour le plus grand bonheur du public. PHOTO S. B.

chaud de l'actualité. Enfin, il est un moment dont, le maire, Pierre-Yves Briand, présent dans la salle, se souviendra sans doute longtemps. Sur scène, pieds ancrés dans le sol, bras en l'air, l'heureux cobaye de la coach

libératrice de toxines a évacué celles générées par son épouse, sa belle-sœur et même son opposant politique Jean-Claude Fayemendie !

Sandra Ballan

deux randonnées à vélo dimanche. Départ à 8 h 30 devant l'usine Verallia. Le parcours de 56 km traversera Javrezac, Saint-André, Burie, Migron, Thors, Vignolles, Cherves-Richemont et Châteaubernard. Le circuit de 78 km est identique jusqu'à Migron puis passera par Authon-Ebéon, Petit Bordeaux, Sainte-Même, Fontenet, la Richardière, Le Breuillat, Blanzac-lès-Matha, Matha, Thors, Vignolles, Orlut et Châteaubernard.

■ CHÂTEAUBERNARD

Deux randonnées à vélo. L'Association Sportive des Verriers organise